

Le périurbain face au déficit de l'intégration sociale
When rural spaces face social integration challenge
O periurbano frente ao desafio da integração social
El periurbano frente a lo deshizo de la integración social

Lydiane Brevard*

Recebido em 07/11/2005; revisado e aprovado em 15/12/2005; aceito em 07/02/2006.

Résumé: Les villes françaises ont fortement évolué ces dernières années avec notamment le développement des espaces périurbains. De nombreux habitants ont en effet investi ces territoires induisant des transformations spatiales et sociales importantes. La question de l'intégration sociale est particulièrement forte dans les communes périurbaines et aujourd'hui, plusieurs formes de mobilisation et de plusieurs types d'intégration sont identifiables.

Mots-clefs: Intégration sociale; périurbanisation; associations; patrimoine.

Abstract: These last years french cities strongly evolved with in particular rural spaces development. Many inhabitants indeed invested these territories inducing space and social important transformations. The question of social integration is particularly strong in the outlying cities and today, several forms of mobilisation and several types of integration are identifiable.

Key words: Social integration; ruralisation, associations, patrimony.

Resumo: As cidades francesas evoluíram muito esses últimos anos, com o desenvolvimento dos espaços peri-urbanos. Muitos habitantes entraram nesses territórios, induzindo transformações espaciais e sociais importantes. A questão da integração social é particularmente forte nas municipalidades peri-urbanas e hoje, varias formas de mobilização e vários tipos de integração podem ser identificados.

Palavras chaves: Integração social; peri-urbanização; associações; patrimônio.

Resumen: Las ciudades francesas evolucionaron mucho en estos últimos años, con el desarrollo de los espacios peri-urbanos. Muchos habitantes entraron en esos territorios, induciendo transformaciones espaciales y sociales importantes. La cuestión de la integración social es particularmente fuerte en las municipalidades peri-urbanas y hoy, varias formas de movilización y varios tipos de integración pueden ser identificados.

Palabras claves: Integración social; peri-urbanización; asociaciones; patrimonio.

Le développement de la périurbanisation est, depuis près d'un quart de siècle, au cœur de l'évolution des villes et de la transformation majeure de l'espace urbain. L'attrait de ces espaces périurbains tient non seulement aux caractéristiques de leur parc immobilier qui constitue une alternative face aux aménités urbaines, mais au fait qu'ils correspondent à un idéal de vie associé à la périphérie campagnarde. Les populations assimilent alors ce territoire à un lieu favorable pour l'apprentissage de la citoyenneté, la construction de l'appartenance et de la reconnaissance sociale. Ils constitueraient de fait un terrain d'expérimentation et d'implication face à une ville de plus en plus dense et perçue comme de plus en plus anonyme¹.

Mais l'extension de la ville a induit de nombreuses transformations spatiales et sociales. Et loin d'identifier un seul modèle

de participation et d'intégration, plusieurs types de rapport à l'espace périurbain ont été révélés. De même qu'avait été reconnu dans les années 70 l'archétype de la sociabilité rurale, celui de la commune dortoir a été plus tard identifié, constitué par des populations nouvelles, en majorité venue des villes, dont les relations ne se font pas exclusivement autour de la commune périurbaine investie qui constituait jadis le cœur et le moteur des anciens espaces ruraux.

L'espace périurbain a su répondre à une nouvelle demande sociale. Mais cette réponse est-elle suffisante à l'affirmation d'une intégration sociale ? Au fur et à mesure de la poursuite du processus de périurbanisation, la figure de la « banlieue dortoir » a-t-elle été reconduite ou, au contraire, d'autres figures d'intégration sociale se sont-elles révélées ?

* Docteur en géographie-aménagement, Université Toulouse-Le Mirail, laboratoire CIRUS-Cieu, 5 allée Antonio Machado 31042 Toulouse. Tel : 06.72.21.23.87 (lydianebrevard@yahoo.fr).

Une intégration sociale identifiée dans les années 70 par le biais du politique

Des travaux conduits dès les années 70 avaient déjà identifié des modes de vie et des pratiques sociales spécifiques aux espaces périurbains². Le rejet de la ville dense à partir duquel se dessine l'attrait pour la maison individuelle conduit dès lors à l'identification du périurbain comme un lieu privilégié d'installation des classes moyennes³. Les analyses des processus de périurbanisation mettent alors l'accent sur le sens donné à cet espace par ces catégories sociales et sur le rapport d'équilibre engagé entre idéologie et pratiques⁴.

Les habitants n'hésitent pas à investir la scène locale. L'implication dans des associations est souvent le gage de cette première prise de position⁵. Cet espace d'expérimentation permet aux populations d'acquérir une lisibilité locale importante à leurs yeux. L'amélioration des équipements communaux constitue souvent l'enjeu premier de cette prise de position qui bouscule l'interconnaissance rurale traditionnelle et œuvre pour l'émergence d'une nouvelle forme de communauté villageoise. Cet apprentissage permet alors aux populations de se confronter à la société rurale mais aussi de répondre à ses propres besoins et à ses exigences citadines. La revendication de cet investissement va progressivement se déplacer vers la scène politique locale : le contrôle de l'espace constitue alors un enjeu central tandis que le pouvoir municipal est perçu comme déterminant dans la prise de décisions renvoyant aux domaines fonciers et à l'urbanisation⁶.

Les élections municipales de 1977 puis de 1983 attestent de la modification de la structure sociale établie jusqu'ici⁷. Paysans et bourgeois qui régissaient la vie locale sont supplantés par cette « couche moyenne » qui a su imposer une remise en question de la conduite des affaires municipales. Cette prise de pouvoir s'exprime d'une part par l'affirmation d'une nouvelle politique d'équipement, plus soutenue, et, d'autre part, par de nouvelles stratégies d'urbanisation⁸. Dans cette perspective une résistance est apportée au processus de développement

communal. Ce basculement implique la reconnaissance du local et la valorisation du rôle des élus locaux dans l'animation des territoires.

L'implication des classes moyennes dans le périurbain à cette époque atteste du rôle de cet espace à pouvoir répondre à leurs attentes, mais aussi de leur capacité à assurer un ancrage dans le territoire investi⁹. Pourtant, la permanence de ce modèle pose question. Les années 90 en particulier ont vu émerger de nouveaux rapports à la localité avec notamment l'affirmation d'une « désertion » des communs périurbains corollaires d'une mobilité accrue.

Le modèle prédominant des « communes-dortoir » des années 80-90

Les premiers travaux identifiaient le périurbain comme un avatar de la ville subissant son étalement tandis que la mobilité était envisagée comme une contrainte du fait de la faiblesse des transports et de la mauvaise qualité du réseau routier. Dès les années 90, d'autres perspectives sont ouvertes autour de la fonction sociale¹⁰ de ces espaces : la combinaison de plusieurs moyens de transports associée à l'affirmation d'une polycentralité et au nouveau rôle des villes moyennes conduit à une mobilité mieux vécue et maîtrisée¹¹. Ces travaux identifient la figure de « la commune dortoir »¹². Plusieurs éléments justifient cette désaffection du périurbain.

Tout d'abord le processus de périurbanisation s'est accompagné d'une consommation extensive des territoires et d'une dispersion de l'habitat et des emplois¹³. L'évolution très forte du taux de motorisation, l'allongement des distances parcourues et l'accentuation de la pression démographique ont été autant de ruptures significatives.

Ensuite les pratiques ont éclaté entre différentes localités utilisées pour les opportunités qu'elles offrent selon une logique marchande. Les espaces périurbains sont en majorité peuplés d'urbains qui transplantent leurs modes de vie et leurs habitudes autant par leur origine et leurs trajectoires résidentielles que par la localisation de leur lieu de travail. La

capitalisation par les ménages de leurs habitudes antérieures leur permet de maintenir des pratiques et des sociabilités au sein des lieux de résidences antérieurs. Ce schéma de fonctionnement participe à la spécialisation des lieux de vie, de travail, de loisirs et d'achats. Dans ce cas, la commune périurbaine est identifiée à un simple lieu de passage, à une « commune dortoir ».

Enfin cette déstructuration de l'espace social local participe d'une transformation des stratégies d'implication des populations. La figure participative identifiée dans les années 70 semble disparaître dès la fin des années 80 au profil d'un « non-lieu » périurbain marqué par des pratiques plus urbaines.

Mais certaines analyses conduites récemment ont cerné d'autres rapports au local. Elles ont souligné l'émergence de différentes stratégies d'implication et de divers degrés d'intégration à l'espace local. Une diversification sociale des populations s'est opérée (le périurbain n'est plus exclusivement le terrain d'aventure des classes moyennes¹⁴ mais aussi des classes plus aisées) et de nouveaux rapports au local se sont engagés.

Près de 30 ans plus tard, qu'en est-il de la pertinence de l'identification des premières figures d'intégrations sociale ? Les populations périurbaines actuelles manifestent-elles autant d'intérêt pour s'investir dans le local ? Ou d'autres figures comme celle de la commune dortoir ont-elles pris le pas ?

L'identification d'autres rapports à l'espace local périurbain.

La démarche d'implication identifiée dans les années 70 réapparaît pour certaines fractions de populations. Cependant, loin d'être homogène, cette figure concerne aujourd'hui aussi bien la scène politique que le monde associatif. Et si le projet collectif était dans les années 70 au cœur des démarches d'intégration, les motivations et les ressorts de l'implication dans l'espace périurbain sont de nos jours bien différentes.

L'investissement dans le projet collectif

Cette figure n'a pas disparu¹⁵. Le territoire périurbain reste alors un espace dynamique porteur d'un véritable projet et de stratégies d'actions affirmées¹⁶. Les populations n'hésitent pas à s'investir dans le tissu associatif¹⁷ ou politique dans le cadre d'une assimilation de l'espace local à un lieu de vie à part entière. Au vote, se substitue progressivement d'autres formes de participation et d'implication en voie d'affirmation, diversifiant considérablement les modes d'interaction entre les citoyens, l'espace local, et les modes d'inscription locaux. Les habitants manifestent alors la volonté de construire simultanément du social et du politique, de renouveler le "contrat social" au sein d'un territoire.

Les associations patrimoniales par exemple focalisent complètement cette quête d'identité et de reconnaissance¹⁸. Car cette valorisation du patrimoine communal participe non seulement à la réorganisation d'un espace villageois quelque peu disparate sous le poids de la croissance démographique, mais elle contribue également à la mise en scène des héritages passés et à la valorisation de l'identité des populations périurbaines. Ces actions oeuvrent pour la naissance d'une conscience identitaire et d'une intégration locale.

Cette démarche, guidée par l'utilité sociale, révèle la prégnance, dans l'imaginaire collectif, d'un périurbain pourvoyeur de place à prendre et de visibilité à acquérir.

Les espoirs portés par les habitants dans le fonctionnement de la cité, et par ce biais, l'avènement éventuel d'une nouvelle citoyenneté, d'un renouveau de la démocratie participative n'ont donc pas disparu. L'accroissement du rôle et du choix des individus constitue ainsi un des thèmes récurrents des municipalités qui appellent « à faire la politique autrement. »

Le repli vers une structure communautaire

Cette figure correspond à l'émergence d'une intégration identitaire localisée, réduite à un groupe. Les communes touchées par les processus de périurbanisation sont

perturbées par les nouvelles logiques qui s'imposent. La question de la coexistence d'individus ayant des systèmes de références et des modes de fonctionnement, des aspirations différentes se pose clairement.

Les transformations induites par le phénomène périurbain ont en effet généré une révision des formes de cohésion et d'appropriation de ces communes, des rapports à l'espace. La société locale initiale s'est trouvée confrontée à la nécessité de réorganiser ou bien d'adapter ses pratiques locales. Une intégration sociale réduite à un groupe clairement identifié (les nouveaux arrivants ou bien les anciens, ou encore la référence à un groupe social) participe à ce repli vers une organisation semi-communautaire. Cette figure correspond souvent à des associations fonctionnant en vase clos. Ces lieux, initialement vecteurs de « lien social » et de citoyenneté active, abritent au final des communautés coupées des autres et du reste de la commune devenu les territoires de l'autre. Ces populations, qui investissent le cadre associatif, saisissent ici une opportunité de se valoriser et de se rendre lisible. C'est le projet individuel qui prédomine par opposition au projet collectif. Cette implication induit surtout une prise de position dans un réseau social local.

L'organisation de certains repas de quartier révèle de façon acerbe ce fonctionnement. Le cadre du lotissement semble en effet idéal pour trouver des proches nantis d'un même espace de référence car il permet d'éliminer tous ceux qui seraient trop différents ; on réunit des semblables, regroupés dans un périmètre défini qui caractérise une localité affirmée. Avec eux, il est possible de *faire* territoire : de tenter, entre autres, une institutionnalisation qui, à défaut d'être réelle, sera au moins imaginée.

Cette exacerbation marquée des individualités et des groupes nuit à l'investissement dans le projet collectif. Ces espaces de repli sont le lieu d'une sociabilité de groupe réduite où l'espace "communautaire" en tant que lieu identitaire n'existe pas.

L'investissement en référence à un projet individuel

A l'opposé de la première figure, elle est le fait de deux types de populations bien distinctes.

Une population modeste qui se situe dans un *no man's land* périphérique éloignée de la ville qu'elle a quittée, et trop proche du village qu'elle ne peut intégrer. Ce sentiment, particulièrement ressenti dans les lotissements les plus excentrés par rapport au centre villageois, s'accompagne d'un rapport au territoire qui est d'emblée problématique. Il se manifeste à travers un rapport marchand à l'espace, dominé par les contraintes économiques et un enfermement dans l'espace domestique ou le voisinage très immédiat.

Ce qui motive leur présence en ces lieux ce n'est pas tant l'attrait de la campagne ou du village que la fuite, dans leur ancienne banlieue. Accéder à la propriété était pratiquement le seul moyen pour ces habitants à la fois d'avoir quelque chose et d'être quelqu'un, quelque part. Etrangers à la commune, socialement isolés, ils sont très vite stigmatisés par l'équipe au pouvoir mais aussi, et peut-être surtout, par la population. Ce sont alors des "indésirables" pour qui rien n'est vraiment fait. Dans ces zones périurbaines, la question de l'exclusion prime sur toute autre considération. Mais la question de l'identité sur ces territoires est fondamentale et se pose dans les mêmes termes. Sur quoi s'appuyer pour reconstruire une nouvelle identité à partir de populations différentes ? Au moment de leur installation, ils n'investissent pas un lieu, mais un "ailleurs". Or, ignorés, voire rejetés par ceux qui sont déjà là, ils peuvent difficilement franchir les barrières de la distance sociale qui les séparent des anciens villageois et même des premiers migrants des années 70. On voit comment des systèmes de résistance peuvent émerger et induire une perspective régressive, des stratégies de repli et de fermeture des groupes locaux.

Ensuite une population aisée qui profite de l'environnement, de la « nature » tout en gardant des modes de vie et de consommation urbains. Pouvant garantir une mobilité à l'ensemble du ménage, elle ne souffre pas de l'éloignement de la ville ni

même de l'absence des équipements ou services dans la commune où elles résident. Leurs pratiques ne s'inscrivent pas à l'échelle locale. Pourtant elles savent se mobiliser au travers de certains mouvements associatifs comme le mouvement NIMBY (venu des États-Unis et signifiant « Not In My Back Yard ») afin de s'ériger contre toute transformation susceptible de nuire à leur environnement (voies routières, décharge, prison).

Conclusion

L'inscription territoriale et la participation des habitants dans le périurbain ont fortement évolué au fil du temps et du processus. Pourtant, même si le modèle d'intégration sociale identifié dans les années 70 n'a pas totalement disparu, les espaces périurbains révèlent aujourd'hui des projets différents. Plusieurs degrés d'intégration mais aussi différentes formes de mobilisation se font jour. Ces schémas d'organisation et d'inscription locale qui oscillent encore entre un modèle identitaire consolidé et l'affirmation de la commune comme non-lieu, interrogent autant la place des acteurs locaux (élus, populations associations...) que leur capacité à affirmer une identité et une dynamique collective. Et bien que ces mutations s'effectuent au détriment des formes de sociabilité rurales "traditionnelles", elles s'opèrent néanmoins au bénéfice d'une sociabilité d'un autre ordre, peut-être plus variée.

Notes:

- ¹ BOURDIN A. (2000), *L'objet local*, Paris, PUF.
- ² JALABERT G. JAILLET M-C. (1982), *Pratiques et modes de vie : lotissements et habitat individuel dans la périphérie toulousaine des années 70 aux années 80*, Toulouse, CIEU.
- ³ COLLECTIF (1983), *Les couches moyennes salariées, mosaïque sociologique*, Rapport pour le MULT.
- ⁴ BIDOUC. (1983), *Banlieue et citoyenneté*, Paris, PUF.
- ⁵ BIDOUC. (1984), *Les aventuriers du quotidien*, Paris, PUF.
- ⁶ JALABERT G. (1978), *Pouvoir local, structures sociales et urbanisme dans l'agglomération toulousaine*, Toulouse, CIEU.
- ⁷ CIEU (1982), *La production de l'espace périurbain*, Toulouse, CIEU.
- ⁸ CAHIERS DE L'OBSERVATION DU CHANGEMENT SOCIAL (1982), *Typologie et fonctionnement économique*, CNRS.
- ⁹ CIEU (1995), *Processus de dévalorisation-revalorisation des espaces urbains périphériques. L'exemple de l'agglomération toulousaine*, Toulouse, CIEU.

- ¹⁰ STEINBERG J. (1991), *Les habitants périurbains*, Paris.
- ¹¹ BONNET M. DESJEUX D. (2000), *Les territoires de la mobilité*, Paris, PUF.
- ¹² GARNIER A. (1984), *Les nouvelles cités dortoirs. L'expansion de la maison individuelle périurbaine*, Lausanne.
- ¹³ LABORIE J-P (1981), *Le desserrement dans les espaces suburbains in L'enjeu périurbain*, Paris, La documentation Française.
- ¹⁴ JAILLET M-C, ROUGE L. BREVARD L. (2003), "Le périurbain, terrain d'aventure politique pour les classes moyennes ?" *Pouvoirs locaux*, n°56.
- ¹⁵ BOURDIN A. (2001), "L'étalement urbain, un mode de vie", *Etudes foncières*, n°94.
- ¹⁶ CHALAS Y. (2000), *L'invention de la Ville*, Paris, Anthropos
- ¹⁷ MICOUD A. (2001), "Les associations d'habitants à la frontière du rural et de l'urbain", *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 89.

références

- BIDOUC. *Banlieue et citoyenneté*, Paris: PUF, 1983.
- BIDOUC. *Les aventuriers du quotidien*, Paris: PUF, 1983.
- BONNET M. DESJEUX D. *Les territoires de la mobilité*, Paris: PUF, 2000.
- BOURDIN A. *L'objet local*, Paris, Paris: PUF, 2000.
- BOURDIN A. "L'étalement urbain, un mode de vie", *Etudes foncières*, n°94, 2001.
- CAHIERS DE L'OBSERVATION DU CHANGEMENT SOCIAL (1982), *Typologie et fonctionnement économique*, CNRS, 1982.
- CHALAS Y. *L'invention de la Ville*, Paris: Anthropos, 2000.
- CIEU. *La production de l'espace périurbain*, Toulouse: CIEU, 1982.
- CIEU. *Processus de dévalorisation-revalorisation des espaces urbains périphériques. L'exemple de l'agglomération toulousaine*, Toulouse: CIEU, 1995.
- COLLECTIF. *Les couches moyennes salariées, mosaïque sociologique*, Rapport pour le MULT. 1983.
- GARNIER A. *Les nouvelles cités dortoirs. L'expansion de la maison individuelle périurbaine*, Lausanne, 1984.
- JAILLET M-C, ROUGE L. BREVARD L. "Le périurbain, terrain d'aventure politique pour les classes moyennes ?" *Pouvoirs locaux*, n°56, 2003.
- JALABERT G. *Pouvoir local, structures sociales et urbanisme dans l'agglomération toulousaine*, Toulouse: CIEU, 1978.
- JALABERT G. JAILLET M-C. *Pratiques et modes de vie : lotissements et habitat individuel dans la périphérie toulousaine des années 70 aux années 80*, Toulouse: CIEU, 1982.
- LABORIE J-P. *Le desserrement dans les espaces suburbains in L'enjeu périurbain*, Paris: La documentation Française, 1981.
- MICOUD A. "Les associations d'habitants à la frontière du rural et de l'urbain", *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 89, 2001.
- STEINBERG J. *Les habitants périurbains*, Paris, 1991.

